

Incendies : la biodiversité part en fumée



1 300 hectares de la forêt de Fontainebleau ont déjà été parcourus par les flammes. La canicule et la sécheresse transforment les forêts de tout le pays en poudrières. Aucun territoire n'est épargné.

Les forêts brûlent

Cette multiplication des incendies est le produit d'un système capitaliste qui réchauffe la planète, détruit les écosystèmes et affaiblit les services publics censés nous protéger.

Depuis le début de l'année, près de 10 000 départs de feu ont été recensés et 32 000 hectares ont brûlé, soit un bilan déjà supérieur à celui de l'ensemble de l'année 2025. Le 12 juillet, 250 feux se sont déclarés en une seule journée.

L'augmentation des incendies n'est pas seulement due au dérèglement climatique, mais aussi aux paysages plus inflammables qui succèdent à chaque incendie et préparent le suivant. Il est urgent de restaurer des paysages agricoles et forestiers en mosaïque : forêts matures, pelouses entretenues par le pâturage, cultures, vignes, zones en libre évolution, grâce à une agriculture paysanne intégrant la préservation de la biodiversité.

La mer bout, les rivières étouffent

Au premier semestre 2026, des vagues de chaleur marine ont touché 98 % de la surface de la Méditerranée, qui se réchauffe environ 20 % plus vite que la moyenne mondiale.

Ces coups de chaud ont déjà décimé les forêts de gorgones rouges des Calanques, dont plus de 90 % des colonies ont été touchées — des habitats qui abritent 15 à 20 % des espèces méditerranéennes.

Une eau plus chaude retient moins d'oxygène. Des poissons meurent par asphyxie. En juin 2026, des milliers de cadavres ont été retrouvés dans la Loire, le Val d'Allier, le marais de Brière ou en Charente-Maritime. Un massacre invisible qui prive aussi les grenouilles et les oiseaux d'eau d'une part de leur subsistance.

Pour une rupture écosocialiste

L'inaction climatique et l'aggravation des inégalités sont liées. Le gouvernement choisit les profits contre le climat : poursuivre l'A69 pour favoriser les groupes du BTP et les intérêts liés au transport routier ; réduire le Fonds vert au nom de l'austérité budgétaire ; réintroduire l'acétamipride pour satisfaire l'agro-industrie... Dans le même temps, les classes populaires sont les premières exposées aux canicules, aux incendies et à la dégradation des services publics.

Il faut imposer de toute urgence un grand plan public et démocratique d'adaptation, protégeant les populations et les écosystèmes, et engager une rupture écosocialiste !

Le 14 juillet 2026

